



**HAL**  
open science

## Des sciences du territoire au Québec ? Le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'est du Québec (GRIDEQ)

Yann Fournis, Marie-José Fortin, Nathalie Lewis

### ► To cite this version:

Yann Fournis, Marie-José Fortin, Nathalie Lewis. Des sciences du territoire au Québec ? Le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'est du Québec (GRIDEQ). CIST2011 - Fonder les sciences du territoire, Collège international des sciences du territoire (CIST), Nov 2011, Paris, France. pp.156-160. hal-01353356

**HAL Id: hal-01353356**

**<https://hal.science/hal-01353356>**

Submitted on 11 Aug 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Des sciences du territoire au Québec ? Le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ)

## AUTEURS

Yann FOURNIS, Université du Québec à Rimouski (Canada)

Marie-José FORTIN, Université du Québec à Rimouski (Canada)

Nathalie LEWIS, Université du Québec à Rimouski (Canada)

Perçu comme une tentative de « refonder la science régionale en science du territoire » (Guesnier, 2009, p. 859), le récent ouvrage *Sciences du territoire* a affirmé la contribution du Québec aux sciences sociales du territoire (Massicotte, 2008). En dépit de la complexité des études régionales québécoises, à l'identité incisée et éclatée (Vermot-Desroches, 2008 ; Tellier, 2008), cet état des lieux a rendu compte de « la construction d'un champ de connaissances et d'intervention unique au cœur de la société québécoise » (Massicotte, 2008, p. IX), qui apparaît d'autant plus notable qu'elle s'inscrit en faux par rapport au sentiment d'une crise généralisée de la science régionale depuis les années 1980 (Bailly, Coffey, 1994 ; Benko, 1998 ; Polèse, 1999 ; Bailly, 2009). Cette proposition d'article entend offrir quelques pistes d'analyse d'une tentative de construction d'une science du territoire au Québec, à partir des questions portées par l'un des plus anciens groupes de recherche québécois centrés sur les analyses territoriales : le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ).

Né à l'Université du Québec à Rimouski, durant la forte croissance des études régionales au Québec dans les années 1970 (Lafontaine, 1984), le groupe de recherche va progressivement se dissocier de la sociologie québécoise dont sont issus plusieurs de ses membres en approfondissant une acception particulière du développement régional, fondée sur une perspective sociale ouverte à l'interdisciplinarité. Durant une trentaine d'année, le GRIDEQ a mené un projet scientifique visant à la construction d'un savoir interdisciplinaire proprement territorial, sans cesser de questionner à la fois la forme et le contenu de son objet (qu'est-ce que le territoire ?) ou au statut exact de la connaissance qu'il permet d'extraire et de rassembler (est-ce une méthode ou un paradigme interdisciplinaire ? Une discipline voire une métadiscipline ?). Après maints tâtonnements depuis les premiers pas, cette approche s'affermira suffisamment dans les années 1990-2000 pour proposer une contribution spécifique aux sciences sociales du développement des territoires, sous plusieurs dimensions.

## 1. LE PROJET SCIENTIFIQUE DU GRIDEQ : UNE SCIENCE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

En termes disciplinaires, le GRIDEQ se veut proche d'une acception critique de la science régionale (Lafontaine, 1995, 2005). Cette position donne lieu à une évolution progressive qui se stabilise dans les années 2000 : il propose moins une transformation des paradigmes<sup>1</sup> ou du « champ d'études » (soit le tissu des groupes de recherche) que

---

<sup>1</sup> Cependant, Bruno Jean rappelle que le recentrage des études régionales du GRIDEQ sur le territoire pourrait annoncer une redéfinition d'ensemble, sous la forme d'un « changement paradigmatique » (Jean, 2006, p. 467).

la consolidation d'un « champ de connaissances »<sup>2</sup> (Lafontaine, 2005). Plus précisément, le GRIDEQ participe à la « nébuleuse du développement endogène » en tant que « paradigme émergent » alternatif aux paradigmes classiques et marxistes du développement. Au diapason d'une sociologie du développement, qui valorise les mouvements sociaux, l'imaginaire, les représentations des acteurs (Guichaoua, 2006 : 530), le GRIDEQ ne renonce pas à considérer le rôle majeur des acteurs dans les évolutions sociales, le problème des inégalités territoriales (Lafontaine, 2005) ou encore la place des groupes sociaux dominés (Côté, 1997). Cette perspective converge avec les travaux européens sur les milieux innovateurs, l'innovation sociale (Moulaert, Nussbaumer 2008), la construction sociale du marché (Bagnasco, Trigilia, 1993) ou l'économie territoriale (Courlet, 2001).

En termes de savoir scientifique, ce projet scientifique a progressivement investi la notion de territoire d'un statut théorique central : pour reprendre Claude Courlet, il est ici conçu comme exerçant un « effet de jonction » entre économie et société (Courlet, 2001) et, plus largement, entre les différents éléments conceptuels nécessaires à la compréhension de la vie en société dans les régions périphériques du Québec. Dans ce cadre, l'apport spécifique du GRIDEQ serait de territorialiser le « développement », de considérer que ce dernier phénomène est inséparable de la matrice des territoires, dont les caractères multiples (politiques, économiques, culturels, etc.) génèrent « les unités motrices centrales » que sont les acteurs humains et sociaux (Lafontaine, 2005 : 364-367). Pour reprendre les définitions suggérées par B. Jessop, N. Brenner et M. Jones (2008), cette conception qualitative des territoires peut être considérée en termes de « lieux » : les relations socio-spatiales sont marquées par la proximité, l'ancrage spatial ou les différenciations, débouchant sur des formes horizontalement différenciées (notamment centre-périphérie) ; en même temps, cette conception du lieu comme local socialisé se combine nécessairement avec d'autres dimensions des relations socio-spatiales (territoriale, scalaire et résiliente). Le géographe J.-L. Klein, qui a longtemps collaboré avec certains chercheurs du GRIDEQ, a résumé l'ambition de ces études régionales québécoises qui, dès les années 1970, se focalisent sur les sociétés locales pour démontrer qu'elles émergent des évolutions lourdes des structures historiques (un espace), mais qu'elles sont aussi parfois un substrat social (un lieu), où l'action collective active les conditions de vie pour faire émerger un projet global visant à infléchir la trajectoire de l'ensemble d'un territoire (Klein, 2010). Comme l'indiquent D. Lafontaine (1984) et H. Dionne (1995), il en résulte un territoire fondamentalement social, des « espaces relationnels », c'est-à-dire caractérisés et différenciés par la proximité et ses effets sociaux (sociabilité, solidarité, mobilisation, coopération et conflits, etc.), en interaction ou compénétration avec des logiques de découpage institutionnels (Dionne, 1995 ; Carrier et Côté, 2000), des dynamiques de réseaux (Côté, Proulx, 2003 sur l'innovation ; Dionne et Beaudry 1996 sur les communautés) et des jeux entre les échelles (Dionne 1992 et Lafontaine, 1989, sur l'articulation local global). Cet enchevêtrement de logiques spatiales est cependant abordé de manière particulière : ces espaces relationnels sont moteurs parce qu'ils sont lieu de développement – c'est à dire une dynamique d'affirmation des acteurs sociaux face aux facteurs structurels.

Le travail du GRIDEQ autour d'une définition du territoire pourrait ainsi être résumé comme une exploration *par les lieux* de l'ambivalence fondamentale de l'espace, où chaque dimension peut à la fois être pensée comme structurée et structurante (Jessop, Brenner, Jones, 2008) : comment penser les lieux à la fois comme mécanisme

---

<sup>2</sup> Issu d'une dynamique intellectuelle souple, il émerge lorsque des préoccupations de recherche rassemblent des phénomènes et construisent un objet ou un domaine qui est investi comme champ de connaissances scientifiques.

structurant des relations socio-spatiales et comme espace structuré par des logiques spatiales diverses (logique de territoire, logique de réseaux, logique d'échelle) ? Dans cet esprit, la notion de développement est nécessaire pour rappeler que les territoires forment des configurations spatiales dynamiques, réunissant à la fois structure et action, au sein desquelles l'action collective peut acquérir un rôle moteur ou structurant (Rocher, 1992). Ainsi, la notion de développement est une médiation méthodologique, conceptuelle et pratique pour envisager les mouvements des arrangements territoriaux entre acteur et structure : pour penser comment les acteurs et les mobilisations parviennent, plus ou moins, à créer certains mécanismes pour activer les variables structurelles sur un territoire dans un projet volontariste (animation, *empowerment*, auto-développement et développement communautaire, mouvement social, projet alternatif et cadre de vie) (Lafontaine, 2005, p. 366). D'une certaine manière, la science du territoire telle que conçue par le GRIDEQ relie une perspective scientifique (une approche sociologique et sociale ouverte), un objet (le territoire conçu comme lieu, comme tissu social plein, multiple et complexe) et une dynamique (une action aux effets potentiellement macro-structurants).

Cependant, si le repositionnement scientifique du GRIDEQ dans les années 1990-2000 tient à sa capacité à stabiliser cette définition du territoire axée sur l'interaction entre acteurs et structures, ce pari est issu d'un processus délicat et de longue haleine, qui sera esquissé en deux parties.

## **2. LA TRAJECTOIRE INTELLECTUELLE DU GRIDEQ**

Dans une première partie, il sera question de l'héritage, soit de la trajectoire du GRIDEQ sur le long terme, à partir des travaux qui, depuis la création du GRIDEQ en 1974 jusqu'au départ de nombre de ses membres dans les années 2000<sup>3</sup>, a voulu élaborer une approche sociale du développement des espaces régionaux ou périphériques, ouverte à l'interdisciplinarité. Dans un premier temps, durant les années 1974-90, le bilan est ambivalent, du fait d'une survalorisation des structures face à l'action collective : si les lieux restent essentiels pour saisir l'objet d'une étude scientifique des territoires régionaux et ruraux, l'analyse des mobilisations de développement territorial dans le contexte de macro-structures englobantes (centre-périphérie, local-global) fait la part belle aux théories structurales. Il en résulte une conception des lieux comme socialité communautaire, un peu exclusive de logiques spatiales tierces – ce qui est souvent résumée, pour la pente intellectuelle dominante du GRIDEQ, comme une opposition entre logique fonctionnelle et logique communautaire. Cette dichotomie (Chiasson, 2000), à la fin des années 1980, conduit les recherches du GRIDEQ dans une impasse, liée au constat de l'impuissance des acteurs face à l'effritement des rapports centre-périphérie. Toutefois, il se produit dans les années 1990-2000 un certain regain intellectuel : sur fond d'influences nouvelles (notamment la science régionale et les travaux sur l'après-fordisme), le GRIDEQ

---

<sup>3</sup> Le GRIDEQ est envisagé comme un objet microsociologique, qui n'éclaire que certaines dynamiques au moins mesosociologiques des études régionales québécoises et de la science régionale internationale. Faisant suite à une recension de plus de 300 publications scientifiques entre 1975 et 2005, le présent article propose une analyse qualitative de la production scientifique du noyau le plus stable des membres du GRIDEQ (la plupart des sociologues et certains historiens), avec une focalisation sur la période 1989-2005, durant laquelle se stabilise une trajectoire intellectuelle collectivement cohérente, qui donne lieu à des convergences théoriques significatives, complétée par des éclairages plus succincts (et nécessairement insuffisants) sur d'autres périodes (1975-1989) et approches théoriques ou disciplinaires (histoire sociale, science régionale, économie géographique, etc.). Cinq entretiens semi-directifs ont en outre été réalisés auprès de membres (ou anciens membres) et responsables du GRIDEQ.

reconduit son ambition interdisciplinaire, mais en se recentrant fermement sur une conception constructiviste et dynamique du territoire. Dès lors, la complexité des lieux et l'hétéronomie des logiques spatiales est de plus en plus assumée, sur fond d'une re-territorialisation des fonctions : les macro-structures sont considérées comme des contextes d'opportunités économiques, politiques et sociales, qui laissent des marges de manœuvres – limitées mais sensibles – aux véritables moteurs de la construction du développement territorial : les acteurs. Au-delà de la tension entre acteur et structure, une nouvelle économie politique se met en place, où les logiques structurantes des relations socio-spatiales sont certes multiples et déstabilisantes, mais peuvent être conciliées voire réappropriées selon une logique des lieux, construite par les mobilisations et projets communautaires.

Dans une seconde partie, il sera question de l'actualisation de ce projet scientifique, par une nouvelle génération de chercheurs qui, rejoignant le GRIDEQ dans la seconde moitié des années 2000, poursuivent dans leurs propres travaux certaines des ambitions antérieures du groupe de recherche. Cette période représente un défi de taille : les nouveaux membres ont explicitement été recrutés sur les prémisses intellectuelles de la période précédente, mais entretiennent un rapport assez libre au projet intellectuel du GRIDEQ – d'une certaine manière, s'il y a continuité, celle-ci est involontaire. Il se produit des inflexions sensibles à trois grands enjeux intellectuels. D'abord, la définition élargie du territoire à partir des conditions de vie continue à s'ouvrir, du fait de l'interpénétration des échelles spatiales : les territoires locaux sont envisagés comme des réalités complexes et hétéronomes, ni totalement exogènes, ni totalement endogènes. D'un côté, des travaux actuels portent attention à l'articulation externe/interne, à des projets introduits par de grands acteurs exogènes, publics et privés, et visent à mieux comprendre les divers changements qu'ils induisent dans les territoires et les sociétés qui les habitent – ce qui ouvre à l'examen des tensions et conflits qui font vivre les territoires et leurs communautés. Une autre entrée complémentaire se focalise sur la densité interne des territoires, sur la complexité des rapports sociaux qui qualifient les espaces : saisir l'emprise des sociétés sur leur environnement territorial oblige à ré-assembler sur les territoires des dimensions trop souvent dissociées (la dialectique matériel-immatériel).

Parallèlement, l'enjeu difficile de l'articulation entre acteurs et structures conduit à prendre en compte le poids que des facteurs structurels jouent dans des trajectoires de développement des territoires, mais en se focalisant d'abord sur les moments dynamiques, en quelque sorte provoqués par des collectifs eux-mêmes en mouvement. Plusieurs chantiers insistent sur le rôle des acteurs : les dynamiques des entreprises sont analysées comme influencées non seulement par de fortes contraintes extérieures, mais aussi par les stratégies innovantes des acteurs. De même, les mouvements démographiques entre régions (jeunes familles, retraités) donnent lieu à une analyse nuancée des dynamiques résidentielles qui relèvent à la fois des formes urbaines et du marché immobilier et des stratégies fines des acteurs. Enfin, les transformations de l'ancrage territorial des communautés dans certains secteurs (politiques forestières) ou face à certains grands projets (industrie, parcs éoliens) tient compte à la fois d'un contexte structurel lourd (crise économique et notamment forestière, poids traditionnel des grandes entreprises) et de l'existence d'un univers d'usages, de représentations et de valeurs qui influe sur (voire conditionne) les capacités d'action individuelle et collective.

En conclusion, il restera à saisir la portée épistémologique de cette réappropriation par l'équipe nouvelle des « sciences du territoire » telles que cristallisées par le GRIDEQ dans le temps long. Il semblerait que la perspective scientifique (la visée sociale

ouverte à l'interdisciplinarité) comme l'objet (le « territoire ») ou sa dynamique (le développement) soient réappropriés librement, au prix d'un triple élargissement. Le mouvement antérieur d'ouverture du regard sur les territoires est de plus en plus prolongé par un élargissement de la diversité des territoires observés (les territoires ruraux et urbains, les régions « qui gagnent » et celles « qui perdent », etc.). De même, le pari sur l'intérêt de la prise en compte des acteurs territoriaux se poursuit avec une réflexion sur les processus dynamiques de construction des identités individuelles et collectives, où l'individuation se nourrit de la multiplicité des appartenances collectives (communautaires, sociales, nationales, etc.). Une dimension éthique et méthodologique semble enfin apparaître de plus en plus prégnante : la recherche par l'équipe d'un équilibre entre engagement et distanciation face aux acteurs territoriaux. S'il y a certainement rupture avec une partie de l'héritage du GRIDEQ, plus marqué par une logique de recherche-action ou d'intervention sociologique tourainienne, il s'agit aussi de réévaluer le rapport entre la recherche et le milieu, pour dégager des voies partenariales autour de problématiques et de méthodes partagées. Cette dimension méthodologique rappelle que, plus largement, ce mouvement d'accommodation du regard scientifique est peut-être le principal enjeu de la constitution de la nouvelle équipe : celle-ci partage assez largement le contenu heuristique, épistémologique et ontologique du projet scientifique porté par le GRIDEQ depuis une trentaine d'années; encore faut-il pour le prolonger trouver collectivement une bonne distance.

## REFERENCES

- Guesnier Bernard, 2009 : « Compte-rendu du Colloque de l'ASRDLF, Université du Québec à Rimouski, 26-29 août 2008 », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, no 4, novembre, p. 855-860.
- Guichaoua André, 2006 : « Sociologie du développement », in Durand Jean-Pierre, Weil Robert, *Sociologie contemporaine*, Paris, Vigot, p. 523-541.
- Lafontaine, Danielle. 2005. « Postface. Le développement régional et territorial: un nouveau paradigme? Jalons pour un projet de recherche internationale comparative ». *Territoires et fonctions*, in Lafontaine, Danielle, et Jean Bruno. 2005. *Territoires et fonctions Tome 1: Des politiques aux théories: les modèles de développement régional et de gouvernance en débats*. Rimouski : Éditions du GRIDEQ et Éditions du CRDT : 345-406.
- Massicotte Guy, 2008 : « Les sciences du territoire au Québec. Brève histoire de la construction d'un savoir », in Massicotte Guy, *Sciences du territoire. Perspectives québécoises*, Québec : Presses de l'université du Québec, p. IX-XVIII.

## AUTEURS

Yann Fournis

Université du Québec à Rimouski

Marie-José Fortin

Université du Québec à Rimouski

Nathalie Lewis

Université du Québec à Rimouski